

N°27 AVRIL 2021

La CGT Finances Publiques Dordogne vous souhaite un bon déconfinement puisqu'il semble se profiler à l'horizon. Les beaux jours arrivent et enfin, nous allons pouvoir regagner un peu de liberté. Malgré cette douce perspective, il faut penser aux nuages noirs qui s'amoncellent sur nos droits et nos emplois.

**Le 1<sup>er</sup> mai**, nous vous invitons à défiler à nos côtés pour manifester notre envie d'un monde plus juste et plus solidaire. Et dans la foulée, **le 10 mai sera une journée de grève à l'appel de l'intersyndicale** pour la défense de :

- nos droits et garanties des personnels,
- notre pouvoir d'achat et rémunération,
- nos conditions de travail et télétravail,
- nos missions et structures.

Pour contrer l'idéologie en marche, venez nombreux !

### DDFIP : La privatisation en marche !

Eh bien voilà ! La Dordogne n'y coupe pas ! Notre direction locale recrute 2 agents administratifs en CDD, contrats de 36 mois...

La boîte de Pandore est ouverte !

Cette méthode rappelle le « début de la fin » pour La Poste, le recours à des contrats privés en remplacement de fonctionnaires sous statut, et la direction qui oppose les agents de droit public aux agents de droit privé pour faciliter ses manœuvres...

Ambiance dans les services ! Toujours niveler vers le bas...

En marche, pour la disparition des services publics !

En marche, pour la suppression du statut de fonctionnaire !



Good bail Excideuil

Avec l'arrivée de notre nouveau monarque, faites attention à vos arrières. Entre ce qui vous est promis et ce qui est fait, il y a une grande différence. Numéro bis nous promettait de rester sur notre chaise, dans notre service. Que nenni ! Quelques jours après on parle de résilier le bail de la trésorerie. Gros moment de stress pour les agents. Ouf, après un entretien avec les responsables locaux, un courrier est venu démentir et rassurer chacun. Mais pour combien de temps ?

### Zéro cash danger

Même si des études démontrent que l'usage d'espèces est plus propice au suivi d'un budget restreint, l'état s'échine à faire disparaître pièces et billets de nos porte-monnaie. Et pourtant cela reste le seul moyen de payer de façon gratuite. Cette vision ultralibérale qui va finalement donner le pouvoir total aux banques sur notre argent n'est pas nouvelle. Sous couvert de lutte contre le blanchiment ou les fraudes, il y a des décennies que ce sujet est régulièrement remis sur le tapis. Le tout digital n'est pourtant pas la panacée. Il exclut de fait certaines personnes âgées et les plus précaires. La fraude ne se résume absolument pas à un transport de billets de banque dans une valise. Ça c'est une légende ! En réalité ce ne sont que des montages de sociétés écran et de virements opaques. La part des fraudes en espèce est infime. Rien ne justifie donc cette obsession à part la main mise des banques sur le système financier. Rappelons que les banques sont souvent impliquées dans l'évasion fiscale et participent à la fraude (scandale Panama papers, crédit lyonnais, BNP, HSBC..). Le plus triste, où Mme MACRON va-t-elle trouver les pièces jaunes pour ses bonnes œuvres ?





### **En France, on n'a pas de vaccin, mais on a Doctolib !**

Ce titre d'[article](#) est emprunté à un journaliste économique, Hervé NATHAN, qui officie pour le mensuel « Alternatives Economiques », dans lequel il revient, non sans une certaine ironie, sur la stratégie adoptée par la France en matière de gestion de la campagne de vaccination contre le Covid-19... et qui s'apparente plus à un exercice de communication qu'à une stratégie sanitaire... Comment ne pas trouver, dans ces stratagèmes et autres artifices rhétoriques visant à dévoyer le sens des mots et empêcher les débats de fond, une ligne commune avec les stratégies de communication de nos hiérarques ? Ce 15 avril, à l'orée de la campagne d'impôt sur le revenu (IR) 2021, numéro un se prête à l'exercice de la conférence de presse. Qu'en retenir ? Qu'en cette période de crise sanitaire (elle a bon dos, quand ça les arrange), l'accueil sera assuré physiquement, mais en mode légèrement dégradé !! Tu parles, Charles ! Ce n'est pas la crise sanitaire qui est à l'origine de cette restriction de nos horaires d'ouverture au public, mais le résultat de la baisse continue des effectifs de notre administration depuis des décennies. Or, malgré le saccage du réseau, elle ne peut plus assurer un accueil spontané digne de ce nom. Comme d'habitude, la bouffée d'air offerte aux collègues épuisé(e)s ne sera que de courte durée : les coupes claires dans les effectifs pourront continuer de plus belle, et la souffrance des agents et des usagers avec. Mais rassurons-nous, ces derniers pourront être rappelés ou reçus personnellement, via un dispositif de prise de rendez-vous sur internet... qui est d'ores et déjà saturé, les créneaux étant complets jusqu'au début du mois de juin... après la fin de la campagne IR ! En France, on ne peut plus accueillir les usagers des Finances Publiques, mais on peut leur proposer un rendez-vous sur internet... hors délai !

### **Lapins crétiens ?**

Depuis des années, nos services subissent une interminable série de restructurations... destructions.. suppressions.. de nos emplois et mise en coupe réglée du service public. Citons parmi les derniers services touchés le SIP de Ribérac éclaté entre Périgueux, Sarlat et Bergerac ou le SIE de Sarlat rattaché à Bergerac.

Mention particulière pour les SIE de Périgueux et Ribérac. Le SIE de Périgueux dont le rattachement à Ribérac annoncé dès la fin de l'année 2019 avait généré la stupeur et l'incompréhension des agents Périgourdins et la surprise des Ribéracois. Malgré tout, les collègues s'étaient préparés au fil du temps au bouleversement de leur vie : partir travailler sur un autre site ou changer de mission ou demander une mutation ou travailler à distance ou... Toutes les options étaient ouvertes... sur le papier !

Le mois de mars, placé sous le signe de la « concertation » a vu naître des groupes de travail et des réunions d'information, par petits groupes - COVID oblige- à Ribérac le 9 mars et Périgueux le 16 mars.

**On dit souvent qu'il faut prendre des gants avec les gens...**



**Mais souvent, j'avoue, j'ai plutôt envie de prendre une PELLE.**

Coup de théâtre ! Le 30 mars N°1 annonce qu'il a décidé de maintenir le SIE à Périgueux, Ribérac devenant antenne, avec toutes les conséquences induites : les agents qui pensaient partir pourront rester sur site mais certains qui prévoyaient de rester sur place doivent envisager un possible départ. On apprendra aussi que la décision était « dans les tuyaux » depuis quelques semaines attendant l'aval de BERCY.

Dès lors Quid de l'antenne de Ribérac et de ses agents : sera t-elle pérennisée ? Jusqu'en 20xx ? Faudra-t-il muter, quand ? Dans quelles conditions ? On attend patiemment la rencontre avec les RH pour avoir des réponses.

Les agents de la DDFIP24 seraient-ils traités comme des lapins que l'on prendrait par les oreilles pour les changer de clapier.

Solidaires  
Finances  
Publiques

la  
cgt  
FINANCES  
PUBLIQUES

FO  
DGFIP

Cfdt: CFTC  
FINANCES  
PUBLIQUES

LE 10 MAI

PRENONS  
UN  
printemps  
d'avance

*droits et garanties des personnels,  
pouvoir d'achat et rémunération,  
conditions de travail et télétravail,  
missions et structures...*

50 SOLUTIONS  
POUR LA DGFIP  
RAISONS DE GREVE!

### COVID 19

Face à l'épidémie de COVID19 le port du masque est obligatoire pour lutter contre la propagation du virus. Nous pensons qu'il est utile de rappeler à chacun un extrait du guide pour l'évaluation des risques et la mise en œuvre des mesures de prévention face à l'épidémie de COVID 19.

« La systématisation du port du masque dans les espaces collectifs clos doit conduire à organiser des pauses régulières dans les services travaillant notamment en bureaux partagés afin de permettre, par rotation, à chaque agent de retirer son masque pendant une dizaine de minutes toutes les deux heures. Ces pauses seront idéalement effectuées à l'air libre, à l'extérieur des locaux de travail en veillant à éviter les regroupements. »

Aux chefs des services donc à veiller à ce que les conditions de travail des agents leur permettent d'effectuer ces pauses nécessaires, à organiser leur service afin que chacun puisse prendre à minima une pause toutes les 2 heures.

## VIVE LE VIRUS!

Selon OXFAM les grosses fortunes ont gagné 479 milliards d'euros à la faveur de la pandémie



**POUR UN MONDE JUSTE, SOLIDAIRE ET DURABLE ! AGISSONS !**

**A l'appel de l'intersyndicale  
CGT 24 et FSU 24**

**1ER MAI 2021 MOBILISONS NOUS !**

**10h30 - PERIGUEUX - BOURSE DU TRAVAIL  
10H30 - BERGERAC - PLACE DE LA MYRPE**

24  
la  
cgt  
Finances  
Publiques

### BULLETIN D'ADHESION

NOM : ..... Prénom : .....  
Service : ..... N° de tél : .....  
Grade : ..... Echelon : .....  
Temps partiel ..... % :  OUI  NON